

**EXTRAIT DU REGISTRE DES
DELIBERATIONS DU BUREAU DU SYNDICAT
DU 13 NOVEMBRE 2019**

JP/VF

**OBJET : 3.5. SEBA EXPLOITATION – FOURNITURES ET SERVICES CONSOMMABLES
D'EXPLOITATION**

L'an deux mille dix-neuf, le treize du mois de novembre à neuf heures, le BUREAU DU SYNDICAT DES EAUX DU BASSIN DE L'ARDECHE - S.E.B.A. -, dûment convoqué par le Président du Syndicat, s'est réuni au siège du Syndicat, sis quartier Les Vergnades à LARGENTIERE, sous la présidence de M. Jean PASCAL, Président du Syndicat.

Étaient présents :

M. Jean PASCAL, Président du Syndicat,
M. Gilles DEVANCIARD, Vice-Président du Syndicat,
M. Philippe SAUBIN, Vice-Président du Syndicat,
M. Jacques CHARRIERE, Vice-Président du Syndicat,
M. Jean-Manuel GARRIDO, Vice-Président du Syndicat,
M. Christian FAUGIER, Vice-Président du Syndicat,

Mme Geneviève CHASTAGNIER, Vice-Présidente du Syndicat,
M. Joseph FALLOT, Vice-Président du Syndicat,
M. Max DIVOL, Vice-Président du Syndicat,
M. Jean-François CUTTIER, Vice-Président du Syndicat,
M. Jean-Léon VIELLARD, Vice-Président du Syndicat,

Étaient excusés :

M. Jean-Claude BACCONNIER, Vice-Président du Syndicat
M. Angelin RAMANMALI, Vice-Président du Syndicat
M. Philippe MERINE, Vice-Président du Syndicat,
M. Stéphane CIVIER, Vice-Président du Syndicat,
M. Patrice FLAMBEAUX, Vice-Président du Syndicat,

A été élu secrétaire de séance : M. Christian FAUGIER

OBJET : . 3.5. SEBA EXPLOITATION – FOURNITURES ET SERVICES CONSOMMABLES D'EXPLOITATION

Dans le cadre des missions d'exploitation des services publics d'eau potable et d'assainissement collectif, des besoins en consommables sont nettement apparus. Jusqu'à présent, ils ont fait l'objet de commandes ponctuelles (ou parfois ont été rattachés à des marchés existants via des prix nouveaux). Aussi après presque deux ans de fonctionnement, une liste (non exhaustive) des besoins a été recensée. Au vu de ces besoins et des différentes typologies d'achat, il est proposé d'envisager trois nouvelles consultations sur la base d'une procédure adaptée. Il est proposé une procédure adaptée avec allotissement géographique pour les **petits consommables d'exploitation** (ciment et mortiers en sac, disques diamant, forets pour perceuses, ...). Le coût est estimé à 120 000 € HT sur 4 ans.

Les critères d'attributions et la pondération proposés pour cette consultation sont les suivants :

- le coût global (60 %)
- valeur technique (40 %).

Par ailleurs, une mise en concurrence simplifiée via une consultation de 3 sociétés est proposée pour :

- les **consommables et petites réparations pour le matériel d'entretien des espaces verts**, pour un coût estimé à 25 000 € HT sur 4 ans ;
- les **peintures pour ouvrages** (bâtiment, canalisations,...), pour un coût estimé à 50 000 € HT sur 4 ans.

Ces sociétés seront jugées sur la base d'un devis estimatif « type ». Au vu du contexte de ces types de fournitures, il est proposé de conclure des accords-cadres mono attributaires à bons de commande pour une durée maximale de quatre ans (deux ans, renouvelable une fois deux ans) avec la possibilité d'utiliser des références catalogues du fournisseur.

Par ailleurs, des besoins en enrobé à chaud peuvent survenir. Dans la mesure où il n'existe qu'un seul fournisseur à proximité, et compte tenu de la nécessité de maîtriser un temps de déplacement court pour garantir la bonne tenue d'un matériau chaud, il est proposé de conclure un marché exclusif avec l'entreprise Ardèche Enrobés. Le besoin annuel est estimé à 18 000 € HT.

Enfin, pour d'autres matériels dont le besoin est non-récurrent, il sera fait appel à des achats ponctuels, dans la limite autorisée par le code de la commande publique pour les achats sans publicité ni mise en concurrence préalables.

Le bureau syndical est appelé à :

- **ADOPTER** ces propositions et annuler par conséquent la délibération du 18/09/2019 portant sur le même objet,
- **AUTORISER** le président à engager les accords-cadres, dans la limite de l'économie présentée, en utilisant les principes relatifs aux marchés publics établis par délibération du comité syndical du 3 juillet 2017,
- **DECIDER** des modes de dévolution présentés ci-dessus,
- **FIXER** les critères d'attribution pour le marché « petits consommables d'exploitation ».
- **DONNER** délégation au président pour signer tous documents à cet effet.

Après en avoir délibéré, le bureau syndical, à l'unanimité des membres présents, ADOPTE ces propositions.

POUR EXTRAIT CERTIFIÉ CONFORME,

Le Président,

Jean PASCAL